



**Le 4 février, amplifions la mobilisation dans la rue: nous refusons d'être la génération sacrifiée !**

Les jeunes sont parmi les premières victimes de la crise. La pandémie et les mesures prises par l'exécutif ont amplifié les phénomènes de paupérisation des jeunes. La précarité est devenue notre quotidien : précarité de nos revenus, précarité face à l'emploi, précarité des études et de nos formations. Si notre génération est sacrifiée ce n'est pas à cause de la pandémie mais bien des choix faits par le gouvernement pour répondre à la crise.

Après la réussite des mobilisations du 20 janvier, les étudiant-e-s se sont à nouveau mobilisé-e-s dans les rues partout en France hier, mardi 26 janvier, afin de se faire entendre sur leur situation et dénoncer l'inaction du gouvernement pour lutter contre le décrochage, contre la précarité étudiante et pour un retour de tout-e-s en présentiel.

Cette mobilisation a été, une fois de plus, une réussite avec des cortèges jeunes massifs partout en France aux côtés des lycéen-ne-s et de l'ensemble des syndicats professionnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Au lendemain de la mobilisation du 20 janvier qui a rassemblé des milliers d'étudiant-e-s partout en France, Emmanuel Macron et Frédérique Vidal ont été dans l'obligation de faire des annonces concernant la précarité étudiante et le retour en présentiel. A savoir l'extension du ticket RU du CROUS à 1€ à l'ensemble des étudiant-e-s et un retour en présentiel à 20% du temps. Ces annonces sont une première victoire, et montrent l'intérêt de se mobiliser mais restent insuffisantes. En effet, concernant les repas à 1€, la moitié des restaurants universitaires sont aujourd'hui fermés et, nombre d'étudiant-e-s ne vivent pas à proximité d'un restaurant universitaire. Concernant le retour en présentiel un jour par semaine, nous ne savons pas comment les universités pourront le mettre en place, aucune directive claire ni de moyens supplémentaires n'ayant été donnés aux universités. La mise en œuvre de cette annonce, qui ne répond pas aux demandes formulées, ne suffit pas pour permettre un véritable encadrement pédagogique et, sans moyens, les établissements mettront cela en place tardivement et difficilement.

**Les annonces ne suffisent plus, les actions d'ampleur se font attendre.**

C'est bel et bien la nécessité d'un plan d'urgence pour lutter contre la précarité avec une augmentation immédiate des bourses et des APL ainsi qu'une réforme structurelle du système de bourses qu'il faut enclencher rapidement. Sur le sujet de la santé mentale,

l'annonce du chèque santé mentale, bien qu'elle soit encore floue, est une bonne nouvelle. Seulement, si celle-ci ne s'accompagne pas de l'embauche massive de psychologues, elle est inefficace.

C'est bien un retour en présentiel ambitieux et planifié dans les universités dont nous avons besoin. Le Gouvernement dit que c'est impossible, nous répondons qu'il faut investir dans l'université, assurer un protocole sanitaire strict et rattraper le retard accumulé.

Pour lutter contre le chômage et la précarité des jeunes, les mesures gouvernementales ne sont pas non plus à la hauteur. Six mois après son lancement, force est de constater que le "plan 1 jeune, 1 solution" du gouvernement n'est pas à la hauteur. Et pour cause il n'offre comme seule perspective aux jeunes : des contrats précaires rémunérés une misère.

Face à la précarité de nos situations, nous demandons la sécurisation de nos parcours de formation à l'emploi. Nous refusons d'être une génération sacrifiée ! Alors que des sommes gigantesques sont versées aux entreprises, rien de conséquent n'est alloué pour les jeunes.

Nous demandons :

- Un retour en présentiel avec une jauge de 50% par groupe, via l'embauche de personnels éducatifs et la titularisation de contractuels
- Un plan de lutte contre la précarité étudiante en permettant à chaque étudiant-e d'avoir une protection sociale fixée au-dessus du seuil de pauvreté en assurant un filet de sécurité. Cela permettra d'assurer notre autonomie, de vivre dignement et de pouvoir se consacrer à nos études sans être dans l'obligation de se salarier à côté pour les financer.
- Une embauche massive de psychologues via un renforcement des services de médecine universitaire. Le doublement que promet le gouvernement est loin d'être suffisant face à la détresse toujours plus grandissante de la jeunesse
- Pour lutter contre la précarité dans l'emploi, nous demandons notamment la fin des contrats précaires (CDD, intérim, etc), le CDI et la titularisation doivent redevenir les normes
- Le recrutement de jeunes dans le service public en commençant par l'Hôpital et l'enseignement pour pallier au manque de personnels.

Les mesures du Gouvernement ne sont pas à la hauteur et ne mettront pas un terme à notre mobilisation. Nous appelons les jeunes à amplifier la mobilisation jeudi 4 février partout en France lors de la journée de grève interprofessionnelle organisée afin de réclamer de réels moyens pour nos universités et améliorer nos conditions de vie et d'études. Nous les invitons aussi à tenir, là où c'est possible, des Assemblées générales afin d'organiser au mieux la mobilisation !